



PREVIOS

Réseau prévention violence
et orientation santé

Lettre PRÉVIOS – Octobre 2012 (n°24)

Lettre d'Information du Réseau Prévention Violence et Orientation Santé de Midi-Pyrénées,
6 rue Pétrarque 31000 Toulouse ; Tél. 06.38.26.78.22 / Fax. 05.31.60.38.10
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

AU SOMMAIRE

(Les liens Internet de cette lettre ont été actualisés au 31 octobre 2012)

- ✓ PROCHAINS EVENEMENTS PREVIOS
- ✓ PROJETS PREVIOS EN COURS
- ✓ PRATIQUES PROFESSIONNELLES
- ✓ PRISES EN CHARGE
- ✓ VU ET A PARTAGER
- ✓ EVENEMENTS VUS SUR LE BLOG
- ✓ PARTICIPER A UNE ENQUETE
- ✓ APPEL AUX DONS
- ✓ FORMATIONS
- ✓ OUTILS
- ✓ PUBLICATIONS
- ✓ COUPON ADHESION

Chers collègues, chers lecteurs,

Vous êtes plus de 2000 personnes à recevoir des informations actualisées du Réseau PREVIOS

Si vous souhaitez soutenir la poursuite de ce travail, vous pouvez adhérer à l'association PREVIOS ou réaliser un don.
(cotisation annuelle individuelle 10 € / collective 30 €).

En vous remerciant de votre soutien

[Bulletin "adhésion" ou "Don"](#)

Pour recevoir cette lettre ou y publier des évènements, merci d'en faire la demande au mail ci-dessus.



Cette lettre bénéficie du soutien financier
de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées

PROCHAINS EVENEMENTS PREVIOS

Formation "Enfant exposé aux violences de couple"

Toulouse (31), 26 & 27 novembre 2012 (complet) **voir nouvelles dates**

Public : professionnels des secteurs sanitaire et social et autres.

Contact : preventionviolence@yahoo.fr

Formation "Violence de couple et grossesse" (s'inscrire)

Toulouse (31), 10 & 11 décembre 2012

Public : professionnels de périnatalité (professionnels de santé et autres).

Contact : preventionviolence@yahoo.fr

Colloque "Adolescent & violence" (s'inscrire)

Toulouse (31), 12, 13 & 14 décembre 2012

Public : professionnels des secteurs sanitaire, social, éducatif & juridique.

Contact : preventionviolence@yahoo.fr

Sensibilisations

Thématique Violence et Santé

Le réseau PREVIOS peut réaliser des actions de sensibilisation et aide à la prise en charge pluridisciplinaire sur la thématique violence et santé. Vous faites partie d'un collectif de professionnels (groupe de pairs, association professionnelle), vous pouvez nous solliciter : preventionviolence@yahoo.fr.

PROJETS PREVIOS EN COURS

Pour plus d'information : s.lignon@reseauprevios.fr

Partenariat périnatalité (MATERMIP-PREVIOS)

Sensibilisation au dépistage des vulnérabilités pendant la grossesse, violences et précarité

En lien avec le réseau de périnatalité de Midi-Pyrénées (MATERMIP), le Réseau PREVIOS réalise des interventions de sensibilisation-action sur la thématique du dépistage pendant la grossesse « violence et précarité » auprès des équipes (et leurs partenaires) des 28 maternités et des 5 Centres Périnataux de Proximité (CPP) de Midi-Pyrénées.

Partenariat Santé-Justice « VIF »

(Groupement Départemental des gendarmeries de Haute Garonne-PREVIOS)

Amélioration des parcours des personnes en situation de violences intrafamiliales (VIF) en milieu rural

Afin de favoriser la prise en charge pluridisciplinaire des personnes en situation de violence intrafamiliales (pour lesquelles les services de gendarmeries ne peuvent initier une procédure judiciaire) il est réalisé, en lien avec le Centre d'Opération et de Renseignement de la Gendarmerie de Haute Garonne, des échanges interdisciplinaires. Ce partage d'expérience « santé-justice » réunit les référents des Brigades de protection des familles, les professionnels de la consultation de prévention de la violence et des intervenants de terrain. La thématique développée en 2012 concerne les violences intrafamiliales et plus précisément la violence au sein du couple.

Sensibilisations

Le Harcèlement à l'école

Conférence pour les lycéens afin de prévenir ces violences.

Communiquer avec nos adolescents

Conférence pour les parents d'élèves afin de développer leur aptitude de communication et de gestion des conflits.

Conséquences pour la santé des violences au travail

Conférence pour le personnel des CHU de Toulouse afin de prévenir l'épuisement et favoriser la bientraitance.

PRATIQUES PROFESSIONNELLES

Guide – Premiers Secours Psychologiques (PSP)

Ce guide de l'OMS (voir) reflète un travail scientifique qui a mené à un consensus international sur la manière d'apporter un premier soutien aux personnes immédiatement après un événement extrêmement violent. Il s'adresse aux acteurs de terrain et s'articule autour de cinq chapitres :

1. Comprendre les premiers secours psychologiques
2. Comment aider de manière responsable
3. Adopter les premiers secours psychologiques
4. Prendre soin de vous et de vos collègues
5. Appliquer ce que vous avez appris

Bientraitance

La HAS propose un dossier pour accompagner les établissements dans le déploiement de la bientraitance en leur donnant les outils stratégiques et opérationnels nécessaires (octobre 2012, voir). Les outils proposés sont les suivants :

1. Amélioration des pratiques de bientraitance : outil d'évaluation
2. Regards croisés sur la bientraitance : outil d'évaluation
3. La bientraitance en questions : évaluation individuelle des pratiques
4. Tableau de bord de la bientraitance : cartographie des risques
5. La bientraitance en situations de vie : outil d'animation des équipes
6. Cahier des charges formation : outil d'aide à la décision
7. Les principes de bientraitance : déclinaison d'une charte

PRISES EN CHARGE

Prises en charge pluridisciplinaires en Région Midi-Pyrénées

Consultations bénéficiant du soutien financier de l'Agence Régionale de santé de Midi-Pyrénées

Ariège (09)	Unité d'accueil des victimes Centre Intercommunal du Val d'Ariège 10 rue Saint Vincent 09100 Pamiers Tél. 05.61.60.90.15 Fax. 05.61.05.90.16 Courriel : uav@chi-val-ariège.fr Horaires de consultation : lundi et vendredi de 9h à 12h Patients vus sur RDV ou non (prise de rendez vous du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30) Internet : http://www.chi-val-ariège.fr/pagesEditos.asp?IDPAGE=132 Partenaires : Préfecture, ASJOA, APEA, CIDFF 09
----------------	---

Haute-Garonne (31)	<p align="center">Consultation de Prévention de la Violence Hôpital de Rangueil, Bât H 1, 2ème sous-sol 1, avenue Jean Poulhès TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9 Tél. 05.61.32.37.17 Fax. 05.61.32.31.87 Courriel : prevention.violence@chu-toulouse.fr (Patients vus sur RDV) Internet : http://www.chu-toulouse.fr/-consultation-prevention-violence- Partenaires : Conseil général, AVAC, SAVIM, Réseau RIVES FEMMES (SAVIF/PEA, APIAF-Olympe de Gouges, La Maison des allées, ISES, CIDFF31, Du Côté des Femmes), Gendarmerie, Du Couple à la Famille,...</p>
Tarn et Garonne (82)	<p align="center">Unité d'accueil des victimes Hôpital de Montauban 100 avenue Léon Cladel 82000 Montauban Tél. 05.63.92.89.68 Fax. 05.63.92.89.69 Internet : http://www.ch-montauban.fr/services.php?service_id=8 rubrique unité d'accueil des victimes) Horaires de consultation : lundi et jeudi matin de 9h-12h Patients vus sur RDV (prise de rendez vous du lundi au vendredi de 9h à 17h) Partenaires : AVIR 82, CIDFF 82, MFPP 82</p>

L'association PotentiElle

Cette association anime des stages d'autodéfense verbale et physique pour les femmes à Dijon. L'objectif étant de développer les capacités d'affirmation de soi, de favoriser la confiance en soi, d'identifier et prévenir les situations de violence et à savoir se défendre en cas d'agression. (voir)

Association ALERTES

Le 16 mai dernier, pour la 1ère fois de son histoire, Rodez voyait l'organisation d'un rassemblement contre l'homophobie.

Cette initiative individuelle se voit aujourd'hui renforcée et complétée par la création de l'association **ALERT(es)** :

Aveyronnais en
Lutte pour
Egalité et le
Respect de
Tous et

toutES

Son objectif est d'agir contre les discriminations liées à l'orientation ou à l'identité sexuelle, aux mœurs ou à l'état de santé et aider les personnes qui en sont victimes. A terme, cette association espère pouvoir proposer écoute, soutien et information.

Contact et informations : asso.alertes@gmail.com

Site internet de l'Association Paroles de Femmes

L'association Paroles de Femmes du Tarn est une association ouverte à toutes les femmes qui souhaitent : rompre la solitude ; se ressourcer ; être aidées en cas de difficultés ou de violences familiales, conjugales, professionnelles ; partager leurs expériences ou leurs recherches ; reprendre confiance en soi.

Leur nouveau site internet permet d'y retrouver les différentes actions et permanence dans le département.

VU ET A PARTAGER

Numéro d'urgence pour les personnes sourdes et malentendantes : 114

Ce numéro d'urgence national unique est accessible, dans un premier temps, par FAX ou SMS. Il ne reçoit pas les appels vocaux téléphoniques. Les Fax et SMS émis vers le « 114 » arrivent au centre relais national implanté au Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble. Les professionnels sourds et entendants spécifiquement formés traitent ensuite ces messages et contactent les services d'urgence compétents (police, SAMU, sapeurs-pompiers), si la situation nécessite leur intervention.

- Pourquoi appeler le 114 ?

Toute personne sourde ou malentendante, victime ou témoin d'une situation d'urgence qui nécessite l'intervention des services de secours, peut désormais composer le « 114 », numéro gratuit, ouvert 7/7, 24h/24. ([pour en savoir plus](#))

Accueil spécifique des victimes de violences

Le service des urgences du CH de Bretagne Sud - Bodélio à Lorient a mis en place depuis 2008 un accueil spécifique pour les femmes victimes de violences. Une assistante sociale assure un suivi et une orientation vers les associations partenaires lorsque cela s'avère nécessaire. ([voir](#))

Permanence Ecoute Victimes de violences

Le planning familial de Loches a mis en place une permanence au centre intercommunal d'action sociale afin de répondre aux questions des victimes de violences concernant leur sexualité. Ces actions touchent par exemple les victimes de mariages forcés ou d'homophobie. Le planning familial propose aussi des interventions dans les établissements scolaires, pour les résidents handicapés du foyer de Millepertuis, en discothèque et sur les festivals. ([voir](#))

Groupe de parole : prévention de la récidive

A Besançon, un groupe de parole pour les mineurs poursuivis pour de graves agressions sexuelles a été mis en place à la Maison des Adolescents. Le Dr BOURG, pédopsychiatre, utilise pour cela un dispositif importé du Québec. La Protection Judiciaire de la Jeunesse constate que sur la centaine de jeunes pris en charge depuis 2006, aucun n'a récidivé. ([voir](#))

Nouveau site internet de prévention de stress et de la violence au travail - Belgique

La ministre de l'Emploi Monica De Coninck a dévoilé le contenu d'une campagne grand public lancée en septembre dans plusieurs médias et chez les médecins en vue de sensibiliser au phénomène du stress et de la violence au travail. Le stress est ressenti par 1/3 des travailleurs alors que 10% d'entre eux font face à de la violence verbale ou à du harcèlement moral, selon une enquête menée en Belgique en 2010 avec la Fondation européenne de Dublin. Des spots ([voir](#) et [voir](#)) diffusés sur les principales chaînes de télévision en Communauté française et flamande, des brochures et des affiches mises à disposition des médecins généralistes et des médecins du travail ainsi qu'un site internet ([voir](#)) inviteront à changer les mentalités et insisteront, en tentant de susciter une prise de conscience, sur la nécessité d'agir dans le domaine des risques psychosociaux.

Publicité et genre

Union Européenne ((J.O.U.E. du 15 juin 2012) : Résolution du Parlement européen du 15 décembre 2010 sur l'effet de la publicité sur le comportement des consommateurs (2010/2052(INI) [voir](#)).
"N. considérant que la publicité peut constituer un puissant moyen pour lutter contre les stéréotypes et pour combattre les préjugés racistes, sexistes et xénophobes,

O. considérant que la publicité transmet fréquemment des messages partiels et/ou dévalorisants qui perpétuent des clichés sexuels, empêchant ainsi de mener des stratégies d'égalité visant à supprimer les inégalités, .../..

Garantir l'égalité hommes-femmes et la dignité humaine dans le domaine publicitaire

32. invite la Commission et les États membres à veiller par les moyens appropriés à ce que le marketing et la publicité garantissent le respect de la dignité humaine et ne procèdent pas à des discriminations liées au sexe, à la religion ou aux convictions, au handicap, à l'âge ou à l'orientation sexuelle;

33. estime que la publicité peut constituer un outil efficace pour remettre en question et combattre les stéréotypes ainsi qu'un moyen de lutter contre le racisme, le sexisme et la discrimination, ce qui est essentiel dans les sociétés multiculturelles d'aujourd'hui; invite la Commission, les États membres et les professionnels de la publicité à renforcer les programmes de formation et d'éducation de manière à dépasser les stéréotypes, combattre les discriminations et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et ce dès la prime enfance; exhorte en particulier les États membres à engager et à développer une collaboration étroite avec les écoles de marketing, de communication et de publicité afin de contribuer à la formation correcte des futurs acteurs de ce secteur;

34. invite la Commission à favoriser les comparaisons entre les recherches menées et la documentation recueillie dans les différents États membres en ce qui concerne les modes de représentation des femmes dans la publicité et dans les messages promotionnels et d'identifier les bonnes pratiques pour des publicités efficaces et respectueuses de l'égalité des genres; .../..

36. souligne que la publicité véhicule souvent des messages discriminatoires et/ou contraires à la dignité, fondés sur toutes formes de stéréotypes sexistes qui entravent la mise en œuvre des stratégies en faveur de l'égalité des sexes; demande à la Commission, aux États membres et à la société civile, ainsi qu'aux organismes d'autodiscipline de la publicité, de coopérer étroitement afin de lutter contre de telles pratiques, notamment en recourant à des outils efficaces qui garantissent le respect de la dignité humaine et la probité dans le marketing et la publicité"

Prématurité et violence

Arrivés trop tôt: rapport des efforts mondiaux portant sur les naissances prématurées, Rapport OMS, 2012. (voir)

Implement priority, evidence-based interventions

Promote behavioral and community interventions to reduce smoking, secondhand smoke exposure, and other pollutants; and prevention of violence against women by intimate partners; .../..

Maternal psychological health: Risk Factors: Depression, violence (In Table 2.2 : Types of preterm birth and risk factors) .../..,

The importance of preconception health and care before pregnancy

Box 3.1: Scope and definitions of preconception care Preconception Care envisages a continuum of healthy women, healthy mothers and healthy children; and promotes reproductive health for couples. Preconception care recognizes that boys and men are affected by, and contribute to, many health issues and risk factors that influence maternal and child health, such as sexually-transmitted infections, smoking and partner violence. .../..

Box 3.2: Importance of preconception care for adolescent girls Violence against girls and women, not only has been shown to result in adverse physical, psychological and reproductive consequences for them, but also is reported to increase the risk for prematurity and low birthweight (Krug et al., 2002). Adolescent girls, in particular, are more likely to experience violence than adult women, and are less likely to seek care or support during pregnancy as a result (Jejeebhoy, 1998). .../..

Preconception interventions to promote reproductive planning, improve nutrition, encourage healthy sexual behaviors and prevent substance use and partner violence are likely to have greater benefit if targeted towards adolescent girls and boys. .../..

Efforts are now underway to develop guidelines for preconception care and expand the package of interventions to include those listed in Table 3.2—for example, optimizing pre-pregnancy weight, screening for and treating mental health disorders and other chronic diseases like diabetes and hypertension, preventing intimate partner violence and promoting cessation of tobacco use and exposure to secondhand smoke in the home and workplace. .../..

Table 3.2: Priority interventions and packages during the preconception period and before pregnancy to reduce preterm birth rates Preconception care services for women with special risk factors that increase the risk for preterm birth

- Screen for, diagnose and manage mental health disorders and prevent intimate partner violence .../..

Preconception care services for women with special risk factors that increase the risk for preterm birth *Screen for, diagnose and manage mental health disorders and prevent intimate partner violence* Maternal stressors such as depression, socioeconomic hardship and intimate partner violence have been linked to preterm birth (Austin and Leader, 2000; Coker et al., 2004; Copper et al., 1996; Hegarty et al., 2004; Sharps et al., 2007). .../..

Behavioral therapy for couples before marriage, for men who have been violent with their partners, and for married couples in a violent relationship has shown a reduction in aggression, largely in more severe forms of violence (Feder and Forde, 2000; Markman et al., 1993; O'Leary et al., 1999; Simpson et al., 2008). Two programs that integrated interventions for domestic violence and substance use also showed some success, however, the effect generally faded with time (Rychtarik and McGillicuddy, 2005; Scott and Easton, 2010). .../..

Antenatal care services for prevention of preterm birth for all women Culturally appropriate and effective care during pregnancy is essential for increasing the likelihood of positive birth outcomes (WHO, 2005b). Antenatal care is a service delivery platform through which all women can be reached at multiple times during pregnancy with a package of interventions that can prolong a healthy pregnancy and improve maternal and perinatal health. Basic services that can be delivered during antenatal care with a potential impact on reducing preterm birth rates include identification of women at high risk of preterm birth; screening for and treatment of sexually transmitted diseases including HIV and other infections (tuberculosis, malaria, bacterial vaginosis, bacteriuria); identification and correction of malnutrition and nutrition counseling; counseling on birth preparedness and complication readiness for identification of early labor and other risk factors; and behavioral and social support interventions such as smoking cessation programs and programs aimed at the prevention of violence against women (NICE, 2008; WHO, 2003a, 2003b, 2003c, 2005a, 2005b; Holbrook and Kaltenebach, 2011). .../..

Behavior and community interventions for the prevention of preterm birth Lifestyle factors including depression, intimate partner violence, smoking, substance abuse and stress are risk factors for preterm birth. .../..

There are numerous efforts underway to determine how best to integrate psychological and behavioral interventions, including programs to prevent violence, into antenatal care to improve preterm birth rates and other maternal and neonatal health outcomes. .../..

Prescription for action during the pregnancy period and childbirth Protective legislation is needed to improve general working conditions for pregnant women, and to reduce pregnant women's exposure to potentially harmful environmental, behavioral and lifestyle risk factors such as second-hand smoke and violence against women. .../..

Figure 6.2: Integrated service delivery packages for maternal, newborn and child health Family / Community : Gender violence / pre-pregnancy

Détention et état de santé

Suspension de peine et santé (J.O. du 13 juin 2012) Avis du 22 mai 2012 pris par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), relatif au nombre de personnes détenues. ([voir](#))

Discrimination

Le Label Diversité Vu dans le rapport 2011 de la CNIL, page 58. ([voir](#))

"Le « label diversité » a été créé par un décret du 17 décembre 2008 et s'inscrit dans le cadre de la politique du Gouvernement en faveur de la prévention des discriminations. Les organismes qui candidatent pour l'obtention du label doivent se conformer à un cahier des charges défini par l'AFNOR certification. Ce cahier des charges préconise la mise en place d'outils permettant d'identifier les plaintes et réclamations internes ou externes et d'assurer la traçabilité des signalements des salariés victimes de discriminations. La position de la CNIL était attendue car de nombreux organismes privés comme publics ont déjà adhéré au label. Selon les chiffres disponibles, en octobre 2011, leur nombre s'élèverait à 265".

Autorisation CNIL pour la création de dispositifs d'alerte dédiés à la lutte contre les discriminations Vu dans le rapport 2011 de la CNIL, page 58. ([voir](#))

Sous vérification " *des garanties mises en oeuvre et notamment :*

- *l'obligation pour le donneur d'alerte de s'identifier (pas d'alertes anonymes) ;*
- *l'information des salariés sur les finalités du dispositif, les personnes habilités à traiter les alertes, ainsi que leurs droits d'accès et de rectification ;*
- *le caractère facultatif et complémentaire du dispositif (pas d'obligation pour les salariés d'utiliser le dispositif d'alerte) ;*
- *le traitement confidentiel de l'identité du donneur d'alerte ;*
- *la conservation limitée des données ;*
- *les mesures de sécurité (confidentialité des informations et traçabilité des accès)".*

La CNIL précise par ailleurs :

- le caractère complémentaire et facultatif de ces nouveaux outils d'alerte
- la nécessité de privilégier la ligne managériale et les voies légales d'alerte, notamment par l'intermédiaire des délégués du personnel afin que la mise en oeuvre de ces dispositifs ne résulte donc pas d'une décision unilatérale de l'employeur.

Protection des enfants : un atelier de diagnostic à Bougoumi (Mali)

Financée par l'Unicef, cette formation référente sur les enfants victimes de violence, d'abus, d'exploitation et de négligence concerne principalement leurs droits et la protection de ces enfants. ([voir](#))

Appel à refuser les séminaires de réorientation sexuelle

Le mouvement en ligne All Out alerte les autorités concernant les stages pour changer l'orientation sexuelle des personnes homosexuelles. Ces stages ont été dénoncé par l'OMS ([voir](#)) comme n'étant pas médicalement justifié et étant inacceptable d'un point de vue éthique. La ministre de la Santé néerlandaise a retiré ces thérapies de réorientation sexuelle de la couverture de l'assurance maladie ([voir](#)) et le New York Times souligne l'inefficacité de ces thérapies ([voir](#)).

Brèves :

- **Film Despues de Lucia**

Ce film mexicain de Michel FRANCO traite la question du harcèlement au lycée. ([voir](#))

- **Augmentation des violences domestiques contre les femmes en Italie.**

Documents audio avec liens vers d'autres documents audio sur la thématique des violences faites aux femmes en Europe. ([voir](#))

- La manipulation

Rediffusion d'une émission de RFI en deux parties sur la manipulation, violence psychologique, avec BOUCHOUX J.-C., CARTEL, M. & SYLLA, A. ([écouter](#))

EVENEMENTS VUS SUR LE BLOG

Retrouvez les évènements au jour le jour : <http://news.reseauprevios.fr/>

Lettres d'information

- CRIAVS - Rhône-Alpes : Bibliographies :
 - o La prévention des violences sexuelles chez les mineurs ([voir](#))
 - o Violences sexuelles dans le champ du travail social ([voir](#))
 - o La prise en charge judiciaire des mineurs auteurs de violences sexuelles ([voir](#))
 - o La prise en charge clinique des mineurs auteurs de violences sexuelles ([voir](#))
- Lettre d'information du CRIAVS - Rhône-Alpes ([voir](#))

Les évènements à venir

- Remise du prix du jeune écrivain à Mme M. IBOUDO, écrivaine au service du droits humains des femmes, ancienne ministre du Burkina Faso et ambassadrice de son pays au Danemark, Mairie de Muret et Association du Côté des Femmes, 12 novembre 2012 à 18h, Hôtel de Ville de Muret.
- "Egalité et citoyenneté : quels engagements pour les femmes et les hommes", Mairie de Colomiers, 14 novembre 2012, Colomiers. ([voir](#))
- "Le déni de grossesse", Conférence SUPEA, 15 novembre 2012, Toulouse. ([voir](#))
- "Prévention de l'homophobie dans l'éducation, le sport et les loisirs", CONTAC, 15 novembre 2012, Toulouse. ([voir](#))
- "Quel travail du champ éducatif mène la PJJ avec les mineur(e)s présumés auteur d'agressions sexuelles", CRIAVS Rhône-Alpes, 15 novembre 2012, Grenoble. ([voir](#))
- "Quelles pratiques professionnelles au quotidien autour de la prise en charge des violences sexuelles", CRIAVS Rhône-Alpes, 15 novembre 2012, Cran-Grevier. ([voir](#))
- "Harcèlement au travail : un vrai risque professionnel". FMC-Action, 16 & 17 novembre 2012, Paris. ([voir](#))
- "Le normal et le pathologique dans le sexuel". CRIAVS Rhône-Alpes, 19 novembre, Bron. ([voir](#))
- "Violences au sein du couple". CIDFF Haute-Garonne, 19 novembre 2012, Toulouse. ([voir](#))
- "Prise en charge sanitaire des auteurs de violences sexuelles : indications de soins". CRIAVS Midi-Pyrénées, 20 novembre 2012, Toulouse. ([voir](#))
- Les matinées d'échanges pluridisciplinaires du CRIAVS-MP ([voir](#)) :
 - o 21 novembre 2012 : "Contrainte, contrat"
 - o 16 janvier 2013 : "Secret..."
 - o 13 mars 2013 : "La violence"
 - o 15 mai 2013 : "Rédemption, stigmatisation"
- "Harcèlement moral, harcèlement sexuel, obstacles à l'embauche et à l'évaluation". Solidarité Femmes et Miléna, 26 novembre 2012, Grenoble. ([voir](#))
- "Violences sexuelles : explosion des liens". Association RAISONANCE, 29 novembre 2012, Mont de Marsan. ([voir](#))

- "Prévention des conséquences psychologiques et sociales de l'homophobie dans l'éducation, le sport et les loisirs", CONTAC (voir) :
 - o 29 novembre 2012, Figeac
 - o 7 décembre 2012, Toulouse
 - o 11 décembre 2012, Auch
 - o 18 décembre, Montauban
- "Les violences sexuelles à l'adolescence". GROUPEAAVS & le CRIAVS 30 novembre 2012, Sainte Colombe. (voir)
- "Père, mère : des fonctions incertaines. Les parents changent les normes restent (et vice-versa ?)". REGARDS & Edition Eres, 11 décembre 2012, Ramonville Saint-Agne. (voir)
- "L'intérêt de la médiation dans un dispositif thérapeutique de groupe pour les auteurs de violence sexuelle", CRIAVS Rhône-Alpes, 13 décembre 2012, Grenoble. (voir)
- "La pornographie et ses enjeux : Quand la pornographie s'imisce dans la clinique : du sociétal au thérapeutique", troisième journée du CRIR-AVS PACA, 14 et 15 décembre 2012, Marseille. (voir)
- "Cyberviolence et sexualité", CRIAVS Rhône-Alpes, 15 mars 2013, Grenoble. (voir)
- "Comprendre l'agressivité au cours du développement de l'enfant et de l'adolescent", Conférence SUPEA, 21 mars 2013, Toulouse. (voir)
- "L'éducation des enfants aujourd'hui : une affaire de séduction", Conférence SUPEA, 16 mai 2013, Toulouse. (voir)
- 7^{ème} Congrès International Francophone sur l'Agression Sexuelle. 15 - 17 mai 2013, Québec, Canada. (voir)
- "Troubles des conduites alimentaires chez le très jeune enfant", Conférence SUPEA, 20 juin 2013, Toulouse. (voir)

Vous souhaitez plus d'information sur les évènements ou
réaliser un évènement en partenariat avec le réseau PREVIOS :
Contact : 06 38 26 78 22.
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

PARTICIPER A UNE ENQUETE

L'Agence Nationale de l'Évaluation et de la qualité des Établissements et Services Sociaux et Médico-sociaux (ANESM) propose une enquête nationale intitulée "Bientraitance des personnes accueillies en Maisons d'accueil spécialisées et en Foyers d'accueil médicalisé". (voir)

APPEL AUX DONNS

L'association du Côté des Femmes 31 (voir) œuvre pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, la défense des droits des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes. L'objectif étant de redonner aux femmes leur autonomie, défendre et assister les femmes et les enfants victimes de violence et être force de proposition à partir des situations vécues rapportées par les femmes. Cette association met en place des actions de prévention, de formation et d'accompagnement des victimes.

Cette association est en grande difficulté financière. Au regard de la qualité du travail mené, nous relayons leur demande de don : [faire un don](#).

FORMATIONS

- Formation 2 ans "Conseil conjugal et familial". Planning Familial, novembre 2012-2014, Grenoble. ([programme](#) ; [fiche d'inscription](#))
- Formation "Prévention et gestion des conflits". CIDFF31, 6, 15 & 27 novembre 2012, Toulouse. ([voir](#))
- "Prise en charge des auteurs de violences conjugales". Passible, Centre Thérapeutique de Conjointes Violents, 22 & 23 novembre 2012, Maison de la Justice et du Droit, 25 av. Constantine, Grenoble. ([programme](#))
- Formation "Enfant exposé aux violences de couple". PREVIOS, 26 & 27 novembre 2012, Toulouse. (complet, [nouvelles dates](#))
- Formation "Violence de couple et grossesse". PREVIOS, 10 & 11 décembre 2012, Toulouse. ([inscription et programme](#))
- Le CRIAVS Midi-Pyrénées vous propose son agenda des formations 2012-2013. ([voir](#))
- L'institut d'Anthropologie Clinique vous propose son agenda des formations 2012-2013. ([voir](#))
- Formations de l'Unité Régional de Soins aux Auteurs de Violences Sexuelles (URSAVS) 2012-2013. ([voir](#))
- DIU "Clinique et prise en charges des sujets auteurs de violences sexuelles". CRIR-AVS PACA & le CRIAVS-LR, 2012-2014. ([programme](#))
- Formation continue Violences sexuelles : conséquences et traitement. CRIVAS Rhône-Alpes, Université de Lyon, 2013. ([voir](#))
- Formation aux entretiens familiaux. Vers une pratique de thérapie familiale psychanalytique. Format Différence, 2013. ([voir](#))
- Formation "Phénomènes groupaux et thérapies de groupe". Format Différence, 2013-2015. ([programme](#))

OUTILS

Rubrique outils / www.reseauprevios.fr

Cette page sur le site est le fruit d'un travail de bibliographie et de recensement menée par l'Association PREVIOS visant à permettre l'accès à des travaux, des méthodes et des outils sur la thématique « violence et santé ». Le public visé est principalement celui des professionnels afin de les aider dans leur pratique. Les étudiants et les chercheurs travaillant sur cette problématique y trouveront accès à quelques mémoires ou thèse déjà publiées. Nous remercions les auteurs ayant mis leur travail à disposition de l'ensemble de la communauté.

Si vous êtes intéressé à faire connaître travaux et outils, veuillez prendre contact avec l'association : preventionviolence@yahoo.fr.

Consultations de prévention de la violence – Midi-Pyrénées

Plaquettes et affiches

Ces affiches et plaquettes sont utilisées dans les actions de sensibilisation et sont disponibles, dans la limite des stocks disponibles, auprès du réseau PREVIOS (preventionviolence@yahoo.fr).



Vous souhaitez faire connaître vos outils par la lettre du réseau PREVIOS :

Contact : 06 38 26 78 22.

Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr

PUBLICATIONS

Accès aux soins

- Renoncement aux soins, Actes du colloque du 22 novembre 2011 de la DREES publiés le 6 avril 2012 ([voir](#))

Addiction

- Sport et dopage, RIEU M. & coll., Rapport du groupe de travail de l'Académie Nationale de Médecine, février 2012 ([academie-medecine.fr](#)) ([voir](#))
- Alcool : quelles doses pour quels effets ? Une mise à jour des connaissances sur les effets multiples des consommations d'alcool, Institut de Recherches Scientifiques sur les Boissons, Focus Alcoologie, juin 2012, n°15. ([voir](#))
- Grossesse et alcool, Dossier de l'Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé, septembre 2012. ([voir](#))
- A quoi servent les drogues ? Dossier Pratiques - Les cahiers de la médecine utopique, juillet 2012, n°58. ([voir](#))
- Profil des patients en difficulté avec l'alcool accueillis à l'hôpital, PALLE C. & coll., OFDT, septembre 2012, n°82. ([voir](#))
- Résultats ENa-CAARUD 2010. Profils et pratiques des usagers, POUSSET M., Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies, septembre 2012. ([voir](#))

Adolescents

- Atlas des jeunes en France. Les 15-30 ans, une génération en marche, AMSELLEM-MAINGUY Y. & TOMOTEO J., INJEP / Autrement, 2012. ([voir](#))
- Comment vont les collégiens en France ? INPES, 2012. ([voir](#))
- La santé des collégiens en France en 2010, GODEAU E., NAVARRO F. & ARNAUD C., INPES, coll. Etudes Santé, 2012. ([voir](#))
- Star Wars au risque de la Psychanalyse. Dark Vader, adolescent mélancolique ? PARIS H. & STOECKLIN H., Eres, 2012. ([voir](#))

Aidants familiaux

- Les conditions de travail des aides à domicile. Direction de la Recherche des Etudes de l'Évaluation et des Statistiques, Dossier Solidarité Santé, juillet 2012, n°30. ([voir](#))
- Les actions de la CNSA dans le champ de l'aide aux aidants, Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, Les mémos de la CNSA, juin 2012.
- Préconisations pour accompagner les proches aidants, ces acteurs « invisibles », Dossier de presse, Conseil National de Solidarité pour l'Autonomie, avril 2012.

Affirmation de soi

- Non, c'est non. Petit manuel d'autodéfense à l'usage de toutes les femmes qui en ont marre de se faire emmerder sans rien dire, ZEILINGER I., Ed. Zones, 2008. ([voir](#))

Assistants maternels

- Assistants maternels - Agression sexuelle - Suspicion - Agrément - Retrait, TOURETTE F., RDSS mai-juin 2012, n°6, p. 411 et s.

Cyberpédophilie

- Cyberpédophiles et autres agresseurs virtuels, CORRIVEAU P. & FORTIN F., Ed. : VLB, 2011.

Dangerosité psychiatrique

- Dangerosité psychiatrique : étude et évaluation des facteurs de risques de violence hétéro-agressive chez les personnes ayant des troubles schizophréniques ou des troubles de l'humeur, Recommandations de la commission d'audit de l'HAS, mars 2011. (voir)

Défenseur des droits

- Rapport annuel 2011 (voir)

Détention

- (*Suicide de détenu &*) Responsabilité publique, GUYOMAR M. (CE, 24 avril 2012, n° 342104) GP 2012, n° 148, p. 19

Discrimination

- Les dispositifs d'alerte au service de la lutte contre les discriminations, Rapport 2011, CNIL, 2011, page 58.

Education sexuelle

- Éducation à la sexualité, du social à l'intime : l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux, Dossier de l'Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé, Santé de l'Homme mars-avril 2012, n°418. (voir)

Enfants

- White matter disruption in adolescents exposed to childhood maltreatment and vulnerability to psychopathology, HUANG H., GUNDAPUNEEDI T. & RAO U., *Psychopharmacology*, 2012. (voir)
- A prospective investigation of physical health outcomes in abused and neglected children: new findings from a 30 year follow-up, Widom C.S. & al., *Health Politics, Policy and Law*, juin 2012, vol.102, n° 6.
- Les déterminants sociaux de la santé et du bien-être chez les jeunes, Rapport international OMS (Enquête sur le comportement des jeunes d'âge scolaire en matière de santé), 2012. (voir)
- Enquête paneuropéenne relative à la consommation d'alcool et autres drogues en milieu scolaire, ESPAD et OEDT, 2012. (voir)
- L'enfant parricide souffrant d'une pathologie psychiatrique n'est pas frappé d'indignité (Note sous Civ 1ère, 28 mars 2012, n° 11-10393) LEVILLAIN N., *AJ Famille*, 16 juin 2012, p. 354
- L'élève humilié, MERLE P., PUF, 2012.
- Monsieur le Procureur, J'ai l'honneur... Réflexion sur les mineurs délinquants, PINSON D., Ed. Les 2 Encres, 2012.

Epidémiologie

- Le système français de Surveillance sanitaire des urgences et des décès (SurSaUD), CALLIERE N. & coll., *InVS*, 2012. (voir)

Evaluation

- Bilan des évaluations externes au 31 décembre 2011, ANESM, décembre 2011. (voir)

Expertise

- Place de la nomenclature Dintilhac dans le cadre de l'expertise pénale (victimes vivantes) ou la question du dommage corporel au cours d'une instruction pénale, SCOLAN V. & coll., Revue Médecine & Droit, mai 2012, n° 114.

Familles monoparentales

- Guide à l'attention des familles monoparentales, Réseau Social des Familles Monoparentales, 2012. (contact : reseausocialfamillesmonoparentales@live.fr)

Harcèlement

- Exit le délit-tautologique de harcèlement sexuel, PARIZOT R., LPA 2012, n° 104, p. 3, Note sous Cons. Constit., 4 mai 2012, n° 2012-240 QPC.
- Projet de loi sur le harcèlement sexuel. (voir)
- Loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel. (voir)
- Harcèlement moral, aspect des preuves, Cass. Soc., 13 juin 2012, n° 11-12152. (voir)
- Harcèlement moral et activité syndicale, Cass. Soc., 13 juin 2012, n° 10-26857. (voir)

Management de projets

- Piloter et manager les projets au sein du pôle, Guide ANAP, juin 2012. (voir)

Mutilations sexuelles

- Reconstructive surgery after female genital mutilation prospective cohort study, FOLDES P., CUZIN B. & ANDRO A, The Lancet, 2012, n°380, p 134-141. (voir)
- L'excision, un révélateur d'autres violences faites aux femmes, TEYSSEDOU-MAIRE A. Le Quotidien du Médecin, 06 août 2012.

Ordre public

- Santé publique - ordre public, GICQUEL L.-E., Petites Affiches, 5 juin 2012, n°112, p. 11.

Parentalité

- Aider les parents à être parents. Le soutien à la parentalité, une perspective internationale, HAMEL M. P., LEMOINE S. & MARTIN C., Centre d'analyse stratégique et CNRS, 2012. (voir)
- Désunion et paternité, Centre d'Analyse Stratégique, La Note d'Analyse, octobre 2012, n°294. (voir)

Prévention de la récidive

- Un projet pilote pour les jeunes délinquants récidivistes, ACKER V., Délinquance, Justice et Autres Questions de Société, 4 septembre 2012 (voir)

Prévention des violences

- Prévenir les violences à l'école, GALAND B., CARRA C. & VERHOEVEN M., PUF, 2012.

Psychotropes et pharmacodépendance

- Médicaments psychotropes, consommations et pharmacodépendances, Expertise collective, Synthèse et recommandation, INSERM, 2012. (voir)

Recommandations de bonnes pratiques

- Délivrance de l'information à la personne sur son état de santé, Recommandation de bonne pratique, HAS, juin 2012. (voir)

Responsabilité pénale

- Pour l'articulation des sanctions pénales et disciplinaires du médecin, DECIMA, O. AJ Pénal 2012, p. 380.
- Le médecin face à la mort. De quelques aspects techniques de la responsabilité pénale médicale, ROUSSEAU F., AJ Pénal 2012, p. 372.
- La responsabilité pénale des établissements de santé, THIERRY J.-B., AJ Pénal, 2012, p. 376.

Risques psychosociaux

- Instruction DGOS/RH3/2012/300 du 31 juillet 2012 relative à l'appel à candidatures auprès des agences régionales de santé pour l'accompagnement de projets sur l'évaluation et la prévention des risques psychosociaux dans les établissements publics ou privés de santé
- D'une médecine de l'aptitude à la médecine de prévention des risques professionnels PELLETIER F. & MARINIER S., JCP social, 17 juillet 2012, n°29, p 1314.

Santé mentale

- Santé mentale au Québec. Les organismes communautaires de femmes à la croisée des chemins, RQASF, 2011. (voir)
- Santé mentale. Politiques et programmes canadiens et québécois, RQASF. (voir)
- Adolescent mental health : mapping actions of nongovernmental organizations and other international development organizations, Rapport OMS, juin 2012. (voir)

Santé au Travail

- Médecins du travail / médecins généralistes : regards croisés, MENARD C., & coll., INPES, coll. Études Santé, 2011, 192 p. (voir)
- Les accidents mortels d'origine professionnelle en France, 2002-2004, BRIERE J., Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH), 5 juin 2012, n° 22-23.
- Abrogation du délit de harcèlement sexuel : quelles conséquences en droit du travail, RADÉ C., Recueil Dalloz, 31 mai 2012, n°21, p.1392
- Outil d'auto-évaluation de l'optimisation du temps de travail auprès du patient en établissement de santé (AETTAPES), Guide ANAP, juin 2012. (voir)
- Absences au travail pour raison de santé dans les établissements hospitaliers en 2010, Etude de la Société française de courtage d'assurances hospitalières, octobre 2011. (voir)
- Vivre et travailler après un accident de la vie, Rapport, FNATH, mars 2012. (voir)
- Les conditions de travail, agir ensemble pour des Conditions de travail maîtrisées dans la FPH, Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, DGOS, juin 2012. (voir)
- Conditions de travail - Bilan 2011, Conseil d'orientation sur les conditions de travail, Ed. La Documentation française, mai 2012. (voir)
- Rapport annuel 2011 de l'Agence Européenne pour la Sécurité et la Santé au Travail. (voir)
- Stress au travail et infarctus : un lien confirmé, GOLDBERG M. & ZINS M., INSERM, septembre 2012 (voir)

Transsexualisme

- Refus de changement d'état civil, Cass.civ.1ère, 7 juin 2012, n°11-22490 (voir) et 10-26947 (voir)

Travailleurs sociaux

- Tenir ! Les raisons d'être des travailleurs sociaux, GASPAR J.-F, Ed. La Découverte, 2012. (voir)

Violences faites aux femmes

- Penser la violence des femmes, CARDI C. & PRUVOST G. Ed. La Découverte, 2012.
- Femmes agressées, au domicile ou à l'extérieur : une analyse des risques, DANG-VU H. & LE JEANNIC T., Economie et Statistique, 2011, n°448. (voir)

Violences scolaires

- Violence scolaire : quelles solutions, JARRAUD F., Dossier, Le Café Pédagogique, 17 septembre 2012. (voir)

Violences sexuelles

- Le scandale des "tournantes". Dériver médiatiques, contre-enquête sociologique, MUCCHIELLI L., Ed. La Découverte, 2012.
- Violences sexuelles, Archives de politique criminelles, 2012, n°34.

Ont participé à la réalisation et la diffusion de cette lettre :

Mme S. DOUSSET S., Mme S. LIGNON

CORRESPONDANCE

RESEAU PRÉVIOS

Service de médecine légale
Faculté de médecine Toulouse Purpan
37 allées Jules Guesde
31073 Toulouse Cedex
Tél. 05 61 14 56 13 (répondeur)
Tél. 06.38.26.78.22
Fax. 05.31.60.38.10
Courriel : preventionviolence@yahoo.fr

POUR MIEUX SE CONNAITRE

Le réseau dispose d'une **fiche adhérent** à retourner. Ce formulaire indiquera aux membres du réseau vos spécificités. Pour recevoir ce formulaire sur support informatisé : preventionviolence@yahoo.fr.

POUR ADHERER AU RESEAU PRÉVIOS

L'adhésion au réseau PRÉVIOS est fixée pour les personnes physiques à 10 euros et pour les personnes morales à 30 euros. La cotisation est gratuite pour les personnes sans emploi, les étudiants, et les personnes retraitées. Les adhésions sont à adresser à : « Réseau PRÉVIOS chez Mme Béatrice LE NIR 6 rue Pétrarque 31000 TOULOUSE ».

✂ -----

DEMANDE DE COTISATION - ASSOCIATION PREVIOS pour l'année 2012

Destinataire : Mme LE NIR, Trésorière de PREVIOS, 6 rue Pétrarque 31000 Toulouse

NOM :

Prénom :

Adresse :

Tél.

Fax.

Institution :

Courriel :

- Montant : 10 € (adhésion individuelle 2012)
 30 € (adhésion collective 2012)
 0 € (adhésion étudiant & personne en recherche d'emploi)*
 € (adhésion 2012 + don)
 € (don)

Date et Signature

- Chèque bancaire (joint) :
- C.C.P. (joint) :

**justificatif ci-joint*

Vous souhaitez participer à la rédaction de cette lettre :
Courriel : assocprevios.secretariat@yahoo.fr